

Monsieur Edouard PHILIPPE  
Premier ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 PARIS

PARIS, le 2 octobre 2018

Recommandé avec AR

**Objet : Préavis de grève dans le cadre de la journée interprofessionnelle d'actions du mardi 9 octobre 2018**

Monsieur le Premier ministre,

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 13 juillet 1983, nous vous informons par la présente du dépôt d'un préavis de grève par **Fédération générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIERE** pour la journée du 9 octobre 2018. Compte tenu de l'aménagement du temps de travail et de l'organisation des services, cette grève commencera pour certains agents, le lundi 9 octobre 2018 à 20 heures et se terminera, pour d'autres, le mercredi 10 octobre 2018 à 8 heures.

Ce préavis s'inscrit dans la mobilisation public/privé initiée par la Confédération FORCE OUVRIERE contre la remise en cause du modèle social.

La FGF-FO rappelle son opposition aux orientations des 4 chantiers pour « refonder le contrat social avec les agents ». Elle conteste les orientations des circulaires du Premier ministre du 24 juillet 2017 qui remettent en cause l'égalité d'accès aux services publics.

**Elle revendique :**

- Une négociation salariale immédiate pour revaloriser de 16 % la valeur du point d'indice, et ainsi rattraper des pertes subies.
- Le maintien et l'amélioration du Statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers.
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan de départs « volontaires » destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions.
- Un nouveau plan de titularisation des contractuels pour combattre la précarité.
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle.
- L'abrogation du jour de carence.
- La compensation pérenne de la hausse de la CSG.
- L'amélioration, la défense et la pérennisation du Code des pensions civiles et militaires.
- Le maintien des CHSCT et des compétences des CAP

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.



Christian GROLIER,  
Secrétaire Général